

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

-68020 Colmar – 7 rue Bruat
☎ 03.89.23.99.51

Direction des Affaires décentralisées
Bureau de l'Urbanisme et du Cadre de Vie

Colmar, le

MM/MB

A R R E T E

N°96.852 du 18 septembre 1991

portant modification de la réglementation dans les périmètres de protection
des points de prélèvements d'eau

du Grosser Dornig à COLMAR

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU l'arrêté préfectoral n°45.108 du 22 janvier 1976 portant déclaration d'utilité publique des périmètres de protection des ponts de prélèvements d'eau du Grosser Dornig à COLMAR ;
- VU l'arrêté modificatif n°87.061 du 04 mars 1988 portant modification de la réglementation dans les périmètres précités ;
- VU La demande la Ville de COLMAR ;
- SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin ;

A R R E T E

ARTICLE 1er – L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1976 portant déclaration d'utilité publique des périmètres de protection des captages du Grosser Dornig à COLMAR est modifié comme suit :

« **2.2 – Périmètre de protection rapprochée.**

2.2.1 – Sont interdits :

- (3^{ème} alinéa) la construction d'installations d'épuration d'eaux usées domestiques ou industrielles, sauf lorsqu'il s'agit d'épurer les eaux usées des constructions existantes ;

- (4^{ème} alinéa) l'épandage ou l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle sauf lorsqu'il s'agit d'évacuer les eaux usées des constructions existantes, sous réserve d'un traitement approprié ;
- (11^{ème} alinéa) les constructions superficielles ou souterraines lorsqu'il y est produit des eaux usées d'origine domestique, sauf lorsqu'il s'agit de transporter les eaux usées de constructions existantes ;
- (13^{ème} alinéa) le forage de puits sauf pour l'évacuation des eaux pluviales liées à des constructions existantes.

....

8.3 – Périmètre de protection éloignée:

....

Suppression du dernier paragraphe ».

....

ARTICLE 2 – L'arrêté préfectoral n°87.061 du 04 mars 1988 est abrogé.

ARTICLE 3 – Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,
- le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Haut-Rhin.

Fait à Colmar, le 18 septembre 1991

Signé : Hélène BLANC

Pour ampliation

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Chef de bureau délégué

Signé : Alain THIVON

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRETE PREFECTORAL

N°012.892 du 16 octobre 2001

modifiant les limites du périmètre de protection rapproché
du captage d'eau du Dornig à COLMAR

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de l'Ordre du Mérite

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la délibération en date du 18 octobre 1999 par laquelle le Conseil Municipal de Colmar sollicite la modification du périmètre de protection rapprochée du captage d'eau du Dornig au bénéfice de l'extension du supermarché existant en limite Sud de ce périmètre ;
- VU** l'article 113 du Code rural sur la dérivation des eaux non domaniales ;
- VU** l'article L.215.13 du Code de la Santé Publique ;
- VU** les articles L1321.2 et 1321.3 ; L1321.10 et L1324.3 du Code de la Santé Publique ;
- VU** le Code de l'Urbanisme ;
- VU** la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU** la loi n°92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau ;

- VU** le décret n°76-432 du 14 mai 1976 modifiant le décret n°59-701 du 06 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, à la détermination des parcelles à exproprier et à l'arrêté de cessibilité et portant dispositions diverses pour l'application du titre III de la loi n°75-1328 du 31 décembre 1975 ;
- VU** le décret 77.392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU** le décret 77.393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU** le décret n°89-3 du 03 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié ;
- VU** l'arrêté du 24 mars 1998 pris en application du décret n°89.3 susvisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°45/08 du 22 janvier 1976 portant déclaration d'utilité publique des périmètres de protection de prélèvement d'eau du Grasser Dornig à COLMAR ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°96/852 du 18 septembre 1991 portant modification de la réglementation dans les périmètres précités ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène émis le 03 mai 2001 ;
- VU** l'avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France du 11 septembre 2001 ;
- VU** le plan d'occupation des sols (P.O.S) ;
- VU** les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaires auxquelles il a été procédé du 26 février au 23 mars 2001, conformément à l'arrêté Préfectoral du 02 février 2001 dans la Commune de Colmar ;
- VU** l'avis du commissaire-enquêteur ;
- VU** le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique établi en mars 2000 ;

CONSIDERANT que la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 (NOR/SPSP 9001537C) relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT l'avis de la Mission Interservices de l'Eau émis le 20 juin 2000 ;

ARRETE

ARTICLE 1 Dans le cadre d'un projet d'agrandissement du supermarché « LECLERC », route de Neuf-Brisach à COLMAR, l'annexe 1 de l'arrêté du 22 janvier 1976 est modifiée comme suit (alinéa 2) :

1) – Périmètre de protection rapprochée

Il est limité :

- ☞ au Nord : par une ligne Est/Ouest parallèle au chemin rural longeant la clôture et distante de 133m de ce chemin
- ☞ à l'Est : par l'autoroute ;
- ☞ à l'Ouest : par le chemin du Dornig ;
- ☞ au Sud : par la rue de Neuf-Brisach, à l'Est de la parcelle 173 puis par la limite Sud de la parcelle 154, excepté un rectangle de 45ares sur les parcelles 154, 63 et 153 ;
- ☞ enfin, par le Sud de la parcelle 153

ARTICLE 2 REGLEMENTATION DES TRAVAUX :

La Ville de Colmar est chargée de faire exécuter les travaux conformément aux prescriptions de l'hydrogéologue comprenant entre autres :

- ☞ deux piézomètres de contrôle de 20 mètres de profondeur qui seront réalisés à l'aval de la zone commerciale avant le début des travaux conformément au plan annexé ;
- ☞ des analyses de COT, hydrocarbures totaux HPA et bactériologiques qui seront effectuées par le laboratoire agréé toutes les semaines pendant les travaux de fondation puis tous les mois le trimestre suivant la fin des travaux, puis une fois par semestre ;
- ☞ un plan de prévention et de sécurité qui sera rédigé avant le début des travaux et un plan d'approvisionnement de secours à prévoir avec le gestionnaire. Ces plans seront tenus à disposition de l'administration.

Les entreprises qui interviendront devront être informées des mesures compensatoires à mettre en place afin de limiter les risques de pollution de la nappe phréatique.

ARTICLE 3 PARKING :

Le parking projeté dans l'extension devra respecter les prescriptions suivantes :

- ☞ la nappe phréatique devra être isolée de l'aire de parking par la création d'une sous-couche étanche ;
- ☞ toutes les eaux pluviales devront être récupérées et évacuées dans un réseau parfaitement étanche en dehors des limites Est ou Ouest du périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 4 CONTROLE ANALYTIQUE :

L'administration pourra demander à la collectivité des analyses supplémentaires sur les captages du Dornig en fonction des résultats obtenus sur les piézomètres de contrôle et des risques de pollution des puits perçus.

Le contrôle imposé sur les piézomètres pourra être modifié en fonction des résultats obtenus (allègement ou renforcement). La modification ne pourra se faire qu'après accord de l'administration.

ARTICLE 5 SECURITE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU :

Compte-tenu des risques de pollution qui menacent le champ captant du Dornig, la Ville de Colmar devra mettre en place une alimentation en eau de secours, au plus tard en 2003.

Dans l'attente de la mise en fonctionnement de ce nouveau champ captant, le pétitionnaire devra mettre en place un dispositif permettant de stopper une pollution détectée au niveau des piézomètres avant qu'elle n'atteigne les forages du Dornig.

Ce dispositif de type « puits de fixation de pollution » devra être implanté de façon à ne pas polluer ni interférer avec les forages destinés à l'alimentation en eau potable.

Le système de dépollution (traitement ou raccordement au tout à l'égout) devra être inclus dans le plan de prévention et de sécurité précité.

ARTICLE 6

- Le Maire de la Ville de Colmar,,
- le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée :

- au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'environnement,
- au Directeur Départemental de l'Équipement.
- le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

avec publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Haut-Rhin.

Le Préfet

Signé : Paul MASSERON

Pour copie conforme,
Le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales

L'Ingénieur du Génie Sanitaire

Signé : Amélie MICHEL

Délai et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif auprès du Préfet ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification